

**UN MONDE UNIVERSITAIRE FEODAL : NON !**

Le projet de loi dit "autonomie renforcée" ou maintenant "liberté des universités" (!) avance avec son lot considérable de régressions démocratiques, d'explosions des statuts et des missions-mêmes des universitaires.

Le SNESUP pose clairement le refus de ce texte dont il demande le retrait ; simultanément, il réclame un immédiat collectif budgétaire que nous avons chiffré à 600 millions d'euros et construit avec bien d'autres les propositions d'une amélioration réelle de l'enseignement supérieur et de la recherche publics.

Un collectif budgétaire est urgent et indispensable pour améliorer les conditions de la rentrée ; il devrait se décliner selon la proposition que nous avons déposée à l'Élysée et à Matignon ainsi qu'auprès de tous les parlementaires (sénateurs et députés) cette semaine :

- **200 millions d'euros pour l'aide diversifiée aux étudiants (aide sociale, CROUS, etc.)**
- **150 millions pour travaux de sécurité, mise en conformité et réhabilitation de locaux universitaires**
- **130 millions pour les jeunes ATER, doctorants, le demi service d'enseignement pour les nouveaux maîtres de conférences et les congés pour recherches et conversion thématique (CRCT)**
- **120 millions de moyens supplémentaires pour la rénovation des 1<sup>er</sup> cycles, bibliothèques, personnels administratifs et techniques, et les innovations pédagogiques**

Des initiatives variées (assemblées générales, rassemblements, pétitions, motions) montrent que la communauté universitaire rejette largement le contenu et le calendrier du projet de loi gouvernemental. Plus d'une vingtaine (voir site [www.snesup.fr](http://www.snesup.fr) constamment réactualisé qui atteste de la dynamique en cours) de conseils d'université ou réunion des 3 conseils (CA, CS, CEVU) se sont exprimés en ce sens. Le SNESUP contribue à l'amplification de cette protestation dans les jours à venir dans d'autres universités et en faisant largement connaître ces positions aux médias et aux élus locaux.

La tenue de la première phase des « assises de l'enseignement supérieur et de la recherche » à Paris ce lundi 2 juillet, comme le texte d'étape rendu public ce jour, montrent que des transformations en profondeur de l'enseignement supérieur et de la recherche sont des aspirations fortes du mouvement universitaire et de la société. Pour une authentique démocratisation du supérieur, pour le rapprochement concerté des filières (CPGE, écoles, universités, paramédical, gestion, etc....) au sein du service public, pour la réussite des étudiants, pour la reconnaissance des qualifications, celle des statuts, les indispensables mobilisations des jours à venir construiront la dynamique sociale de la rentrée.